

Vu la loi n° 90-73 du 30 juillet 1990, portant création de l'agence de la vulgarisation et de la formation agricoles, telle que modifiée par la loi n° 99-31 du 5 avril 1999,

Vu la loi n° 93-10 du 17 février 1993, portant loi d'orientation de la formation professionnelle ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu le décret n° 90-1237 du 1<sup>er</sup> août 1990, fixant le statut particulier du personnel enseignant assurant un enseignement général et du personnel de surveillance des établissements d'enseignement secondaire professionnel et de recyclage agricole et pêche relevant du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 93-2410 du 29 novembre 1993, fixant le statut particulier des personnels de surveillance exerçant dans les établissements d'enseignement secondaire professionnel et de recyclage agricole et de pêche relevant du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2003-2338 du 11 novembre 2003,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture;

Vu le décret n° 2001-1762 du 1<sup>er</sup> août 2001, fixant le statut particulier au corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'éducation, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2005-2658 du 3 octobre 2005,

Vu le décret n° 2004-2644 du 10 novembre 2004, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Il est créé un corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

Le corps des conseillers éducatifs susvisé comprend les grades suivants :

- conseiller éducatif principal,
- conseiller éducatif,
- conseiller éducatif adjoint.

Art. 2. - Les grades visés à l'article premier du présent décret sont répartis selon les catégories et les sous-catégories indiquées au tableau ci-après :

Grades	Catégories	Sous-catégories
Conseiller éducatif principal	A	A1
Conseiller éducatif	A	A2
Conseiller éducatif adjoint	A	A3

Art. 3. - Les dispositions du décret n° 2001-1762 du 1<sup>er</sup> août 2001 susvisé relatives à l'avancement, aux attributions, au recrutement et à la promotion sont étendues aux conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

Art. 4. - Sont intégrés, à la date de la promulgation du présent décret, les surveillants généraux de 1<sup>ère</sup> classe les surveillants généraux de 1<sup>ère</sup> catégorie et les surveillants généraux de 2<sup>ème</sup> catégorie, dans les grades prévus par le présent décret et ce conformément au tableau suivant :

Ancien grade	Nouveau grade
Surveillant général de 1 <sup>ère</sup> classe	Conseiller éducatif
Surveillant général de 1 <sup>ère</sup> catégorie	Conseiller éducatif adjoint
Surveillant général de 2 <sup>ème</sup> catégorie	

Art. 5. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 6. - Les ministres de l'agriculture et des ressources hydrauliques et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 novembre 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

**Décret n° 2006-3160 du 30 novembre 2006, fixant la concordance entre les échelons des grades du corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques et les niveaux de rémunérations.**

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997, relatif aux indemnités compensatrices instituées par le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base de personnel de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2003-2338 du 11 novembre 2003,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture;

Vu le décret n° 2001-1764 du 1<sup>er</sup> août 2001, fixant la concordance entre les échelons des grades du corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'éducation et les niveaux de rémunérations,

Vu le décret n° 2006-3159 du 30 novembre 2006, fixant le statut particulier au corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Les dispositions du décret n° 2001-1764 du 1<sup>er</sup> août 2001 susvisé sont étendues aux conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

Art. 2. - Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 3. - Les ministres de l'agriculture et des ressources hydrauliques et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 novembre 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

**Décret n° 2006-3161 du 30 novembre 2006, fixant le régime de rémunération au personnel du corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.**

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,

Vu le décret n° 74-511 du 27 avril 1974, fixant le taux de la prime de rendement allouée aux personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 97-2129 du 10 novembre 1997,

Vu le décret n° 88-187 du 11 février 1988, fixant les taux et les conditions d'attribution de la prime de rendement aux personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 90-1061 du 18 juin 1990,

Vu le décret n° 94-1706 du 15 août 1994, fixant les conditions générales de l'attribution de la note professionnelle et de la note de la prime de rendement aux personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif tel qu'il a été modifié par le décret n° 95-1086 du 19 juin 1995,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997, relatif aux indemnités compensatrices instituées par le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2001-1763 du 1<sup>er</sup> août 2001, fixant le régime de rémunération du corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'éducation,

Vu le décret n° 2006-3159 du 30 novembre 2006, fixant le statut particulier au corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Les dispositions du décret n° 2001-1763 du 1<sup>er</sup> août 2001 susvisé sont étendues aux conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

Art. 2. - Les agents soumis au statut particulier au corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques bénéficient du même régime de rémunération alloué au corps des conseillers éducatifs relevant du ministère de l'éducation prévus par le décret n° 2001-1763 du 1<sup>er</sup> août 2001, conformément au tableau suivant :

Grades relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques	Grades équivalents relevant du ministère de l'éducation
Conseiller éducatif principal	Conseiller éducatif principal
Conseiller éducatif	Conseiller éducatif
Conseiller éducatif adjoint	Conseiller éducatif adjoint

Art. 3. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 4. - Les ministres de l'agriculture et des ressources hydrauliques et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 novembre 2006.

Zine El Abidine Ben Ali

**Décret n° 2006-3162 du 30 novembre 2006, fixant le statut particulier au corps des surveillants exerçant dans les établissements de la formation professionnelle dans le secteur agricole et de la pêche relevant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.**

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,